



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

ECE/MP.PP/AC.1/2007/L.9
18 juillet 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
L'ACCÈS À L'INFORMATION, LA PARTICIPATION DU
PUBLIC AU PROCESSUS DÉCISIONNEL ET L'ACCÈS
À LA JUSTICE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Groupe de travail des registres des rejets
et transferts de polluants

Cinquième réunion
Genève, 22-24 octobre 2007
Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire

PRÉPARATIFS EN VUE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE
ET DE LA PREMIÈRE RÉUNION DES PARTIES À CET INSTRUMENT

PROJET DE DÉCISION SUR LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Projet de décision établi par le Groupe de contact chargé de mettre au point le mécanisme
d'examen du respect des dispositions et le règlement intérieur

La Réunion des Parties,

Rappelant l'alinéa g du paragraphe 2 de l'article 17 du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement («le Protocole»), qui dispose qu'à sa première session, la Réunion examine et adopte par consensus le règlement intérieur,

Notant que l'alinéa g du paragraphe 2 de l'article 17 dispose en outre que ledit règlement intérieur doit être examiné et adopté en tenant compte de tout règlement intérieur adopté en application de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement («Convention d'Aarhus»),

Rappelant en outre qu'aux termes du paragraphe 5 de l'article 17 du Protocole, toute organisation non gouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec le Protocole est autorisée, sous réserve de certaines conditions, à participer en qualité d'observateur aux sessions de la Réunion des Parties,

Notant par ailleurs que le Bureau de la Réunion des Parties a la faculté d'inviter qui il veut, y compris tout signataire ou toute organisation non gouvernementale ayant des compétences ou un intérêt dans les domaines visés par le Protocole, à assister à ses réunions et à l'aider dans ses délibérations, et encourageant le Bureau à le faire lorsqu'il y a lieu,

1. *Adopte* le règlement intérieur dont le texte est reproduit dans l'annexe de la présente décision;
2. *Encourage* le Bureau à inviter deux représentants proposés par des organisations non gouvernementales ayant des compétences ou un intérêt dans les domaines visés par le Protocole à fournir des informations à sa première réunion sur la manière dont ces organisations peuvent l'aider, lorsqu'il y a lieu, dans ses délibérations. Toute invitation de cette nature est adressée à un représentant d'organisations non gouvernementales s'occupant de la protection de l'environnement et à un représentant d'organisations non gouvernementales du secteur industriel;
3. *Prie* le Bureau d'examiner, à la lumière de son expérience, s'il tirerait profit de la présence d'observateurs permanents à ses réunions;
4. *Prie en outre* le Bureau de faire rapport à ce sujet à la troisième session de la Réunion des Parties.

Annexe

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE
SUR LES REGISTRES DES REJETS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS À LA
CONVENTION SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION, LA PARTICIPATION
DU PUBLIC AU PROCESSUS DÉCISIONNEL ET L'ACCÈS À LA JUSTICE
EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT**

I. Objet

Article premier

Le présent règlement intérieur s'applique à toute session de la Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement («le Protocole») convoquée en application du paragraphe 1 de l'article 17 du Protocole.

II. Définitions

Article 2

Aux fins du présent règlement intérieur:

1. Le terme «Protocole» désigne le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention, adopté à Kiev, le 21 mai 2003;
2. Le terme «Convention» désigne la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, adoptée à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998;
3. Le terme «Parties» désigne les États ou organisations visés au paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole;
4. Les termes «Réunion des Parties» ou «Réunion» désignent la Réunion des Parties instituée en application du paragraphe 1 de l'article 17 du Protocole;

5. L'expression «organisation d'intégration économique régionale» désigne les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 24 du Protocole;
6. Le terme «Président» désigne le Président élu conformément à l'article 18 du présent règlement intérieur;
7. Le terme «Bureau» désigne le Bureau constitué conformément à l'article 22 du présent règlement intérieur;
8. Les termes «organe(s) subsidiaire(s)» désignent l'organe (les organes) constitué(s) par la Réunion des Parties conformément à l'article 23 du présent règlement intérieur;
9. Le terme «secrétariat» désigne, en vertu de l'article 21 du Protocole, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE);
10. Le terme «public» désigne le public au sens du paragraphe 3 de l'article 2 du Protocole.

III. Lieu et date des réunions

Article 3

Les sessions de la Réunion des Parties se tiennent à l'Office des Nations Unies à Genève, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 4

1. Sauf si les Parties en décident autrement, la Réunion des Parties tient ses sessions ordinaires juste après les réunions ordinaires des Parties à la Convention ou en parallèle avec elles, conformément au paragraphe 1 de l'article 17 du Protocole.
2. À chaque session ordinaire, la Réunion des Parties s'attache à fixer, à titre indicatif, la date de sa session suivante.
3. Des sessions extraordinaires de la Réunion des Parties sont convoquées lorsque la Réunion des Parties le juge nécessaire ou à la demande écrite d'une Partie en application du paragraphe 1 de l'article 17 du Protocole.

4. Lorsqu'une session extraordinaire est convoquée à la demande écrite d'une Partie en application du paragraphe 1 de l'article 17 du Protocole, cette session se tient quatre-vingt-dix jours au plus tard après la date à laquelle la demande se trouve être appuyée par au moins un tiers des Parties.

IV. Notification

Article 5

1. Le secrétariat avise toutes les Parties dans les langues officielles de la Réunion de la date et du lieu de toute session au moins six semaines à l'avance.
2. Le secrétariat donne aussi notification, dans les langues officielles de la Réunion, de toute session, en en précisant la date et le lieu, au moins six semaines à l'avance:
 - a) Aux États et aux organisations d'intégration économique régionale qui sont signataires du Protocole mais qui n'y sont pas encore parties;
 - b) À tout État ou à toute organisation d'intégration économique régionale habilitée en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Protocole à adhérer à cet instrument et qui a demandé à être avisé de la tenue de toute session;
 - c) À l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées des Nations Unies et à l'Agence internationale de l'énergie atomique;
 - d) Aux organisations intergouvernementales concernées ayant des compétences ou un intérêt dans les domaines visés par le Protocole qui ont demandé à être avisées de la tenue de toute session;
 - e) Aux organisations non gouvernementales concernées ayant des compétences ou un intérêt dans les domaines visés par le Protocole qui ont demandé à être avisées de la tenue de toute session;
 - f) À tout membre du public qui a demandé à être avisé de la tenue de toute session.

3. À moins que des raisons particulières n'exigent le recours à d'autres modes de communication, une notification par courrier électronique est considérée comme suffisante aux fins du présent article, à condition que le destinataire en accuse réception.

V. Observateurs

Article 6

1. Des représentants des États et des organisations visés aux alinéas *a*, *c* et *d* du paragraphe 2 de l'article 5 sont habilités à participer aux travaux de toute session régie par le présent règlement. Des représentants de tout État ou de toute organisation d'intégration économique régionale habilités en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Protocole à solliciter son adhésion à cet instrument sont également habilités à participer à ces sessions, que cet État ou cette organisation ait ou non demandé à être avisé de leur tenue.

2. Des représentants de l'une quelconque des organisations visées à l'alinéa *e* du paragraphe 2 de l'article 5 sont habilités à participer aux travaux de toute session régie par le présent règlement, à moins qu'un tiers des Parties présentes à la session ne fasse objection à leur participation.

3. Les observateurs habilités à participer aux sessions en application du présent article n'ont pas le droit de voter à ces sessions.

VI. Présence du public

Article 7

1. Les sessions de la Réunion des Parties sont ouvertes aux membres du public, à moins que, dans des cas exceptionnels, la Réunion des Parties n'en décide autrement, en particulier pour préserver le caractère confidentiel de certaines informations en vertu du Protocole.

2. Lorsque, pour des raisons matérielles, les membres du public qui ont demandé à assister à une session ne peuvent pas tous être accueillis dans la salle où celle-ci se déroule, les débats sont, chaque fois que possible, retransmis à ces membres du public par des moyens audiovisuels.

3. Le secrétariat et, si la session se tient dans un lieu autre que l'Office des Nations Unies à Genève, le gouvernement ou l'organisation hôte, veillent à ce que toutes les dispositions pratiques soient prises pour faciliter l'exercice des droits reconnus aux membres du public par le présent article.

VII. Ordre du jour et documentation

Article 8

Avec l'accord du Bureau, le secrétariat établit l'ordre du jour provisoire de chaque session.

Article 9

1. L'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire comprend:
 - a) Les points spécifiés au paragraphe 2 de l'article 17 du Protocole, s'il y a lieu;
 - b) Les points qu'il a été décidé d'y inscrire à une précédente session;
 - c) Tout point proposé par le Bureau ou le secrétariat;
 - d) Tout point proposé par une Partie avant la diffusion de l'ordre du jour provisoire;
 - e) La date et le lieu de la session suivante;
 - f) Tout point proposé par un organe subsidiaire.
2. Lorsque la Réunion des Parties décide de convoquer une session extraordinaire, elle en arrête aussi l'ordre du jour provisoire.
3. L'ordre du jour provisoire de toute session extraordinaire convoquée à la demande d'une Partie en application du paragraphe 1 de l'article 17 du Protocole ne comprend que les points que cette Partie a proposé d'examiner dans sa demande.
4. Le premier point inscrit à l'ordre du jour provisoire de chaque session est l'examen et l'adoption de l'ordre du jour.

Article 10

L'ordre du jour provisoire ainsi que tous documents établis pour la session sont distribués par le secrétariat aux Parties et aux autres États, organisations et organismes visés à l'article 6 au moins six semaines avant l'ouverture de la session. À cet égard, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 5 s'appliquent, si ce n'est qu'aucun accusé de réception n'est requis.

Article 11

Le secrétariat, à la demande d'une Partie ou du Bureau et avec l'accord du Président, inscrit toute question susceptible de figurer à l'ordre du jour qui peut apparaître entre la date de diffusion de l'ordre du jour provisoire et l'ouverture de la session ordinaire dans un additif à l'ordre du jour provisoire. La Réunion examine cet additif avec l'ordre du jour provisoire.

Article 12

La Réunion peut, lorsqu'elle adopte l'ordre du jour, ajouter, supprimer ou modifier des points ou en ajourner l'examen. Seuls des points que la Réunion juge urgents et importants peuvent être ajoutés à l'ordre du jour.

Article 13

1. Tous les documents officiels établis à l'occasion des réunions des Parties ou des organes subsidiaires, et la notification prévue à l'article 5, sont affichés sur le site Web de la CEE au moment où ils sont envoyés aux Parties et sont mis à la disposition des membres du public qui en font la demande.
2. Les documents sont fournis sous forme électronique lorsqu'ils sont disponibles sous cette forme, à moins que celui qui les demande puisse faire valoir des raisons particulières qui justifient leur communication sous une forme différente sous laquelle ils sont également disponibles.

VIII. Représentation et pouvoirs

Article 14

Chaque Partie participant à la session est représentée par une délégation composée d'un chef de délégation et des autres représentants accrédités, représentants suppléants et conseillers qui peuvent être nécessaires.

Article 15

Un représentant suppléant ou un conseiller peut agir en qualité de représentant sur désignation du chef de délégation.

Article 16

Les pouvoirs de tous les représentants sont communiqués au secrétariat au moins une heure avant l'ouverture de la session. Toute modification apportée ultérieurement à la composition de la délégation est également notifiée au secrétariat.

Article 17

Le Bureau de chaque session examine les pouvoirs et soumet son rapport à la Réunion pour approbation.

IX. Président et vice-présidents

Article 18

1. À chaque session ordinaire, un président et deux vice-présidents sont élus parmi les représentants des Parties présentes à la session. Ils assument la présidence et la vice-présidence de la Réunion jusqu'à l'élection de leurs successeurs.
2. Le Président participe à la session *ès qualités* et ne peut exercer en même temps les droits de représentant d'une Partie. Le Président ou la Partie concernée peut désigner un autre représentant habilité à la représenter à la session et à exercer son droit de vote.

Article 19

1. Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président:

a) Prononce l'ouverture et la clôture de la session;

b) Préside les séances de la session;

c) Veille au respect du présent règlement;

d) Donne la parole;

e) Met les questions aux voix et proclame les décisions;

f) Statue sur les motions d'ordre;

g) Sous réserve des dispositions du présent règlement, règle entièrement les débats et en assure le bon déroulement.

2. En outre, le Président peut proposer:

a) La clôture de la liste des orateurs;

b) La limitation du temps de parole de chaque orateur et du nombre d'interventions que chaque représentant peut faire sur une question;

c) L'ajournement ou la clôture d'un débat;

d) La suspension ou l'ajournement d'une séance.

3. Le Président, dans l'exercice de ses fonctions, demeure sous l'autorité de la Réunion des Parties.

Article 20

Si le Président est provisoirement absent d'une séance ou d'une partie de séance ou s'il est dans l'impossibilité d'achever son mandat ou de s'acquitter de ses fonctions, un vice-président le remplace.

Article 21

Au début de chaque session ordinaire, le Président élu à la session ordinaire précédente ou, en son absence, le Vice-Président visé à l'article 20 assume la présidence jusqu'à ce que la Réunion ait élu un nouveau président.

Article 22

1. Un bureau est constitué; il est composé de sept membres, à savoir:
 - a) Le Président et les Vice-Présidents visés à l'article 18;
 - b) Des représentants d'autres Parties.
2. À chaque session ordinaire de la Réunion des Parties, après l'élection du Président et des Vice-Présidents, les Parties présentes à la session élisent les autres membres du Bureau.
3. Sauf à la première session de la Réunion des Parties, où ils entrent en fonctions au début de la session, tous les membres du Bureau exercent leurs fonctions de la fin de la session ordinaire au cours de laquelle ils sont élus jusqu'à la fin de la session ordinaire suivante, ce laps de temps constituant un mandat. Les membres du Bureau sont rééligibles mais ne peuvent pas accomplir trois mandats consécutifs. Lors de l'élection des membres du Bureau, il est dûment tenu compte de la nécessité d'assurer une représentation géographique équilibrée.
4. Le Bureau est présidé par le Président de la Réunion des Parties ou, en son absence, par un vice-président.
5. Si un membre du Bureau démissionne ou se trouve dans l'impossibilité d'achever le mandat qui lui a été confié ou d'exercer les fonctions de sa charge, un représentant de la même Partie est désigné par la Partie concernée pour le remplacer jusqu'à l'expiration de son mandat.

6. L'ordre du jour et le procès-verbal des réunions du Bureau, le cas échéant, sont affichés sur le site Web de la CEE et sont communiqués aux membres du public qui en font la demande, conformément à la procédure énoncée à l'article 13.

X. Organes subsidiaires

Article 23

1. La Réunion des Parties peut créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires, en application de l'alinéa *e* du paragraphe 2 de l'article 17 du Protocole. Elle peut aussi dissoudre ces organes.
2. Le présent règlement intérieur s'applique *mutatis mutandis* aux travaux des organes subsidiaires créés par la Réunion des Parties, sauf disposition contraire des paragraphes 3 à 7 ci-après, ou décision contraire de la Réunion des Parties.
3. La Réunion des Parties arrête les questions que ses organes subsidiaires auront à examiner et définit leur mandat.
4. La Réunion des Parties peut décider que tout organe subsidiaire se réunit ou peut se réunir entre les sessions ordinaires.
5. À moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement, chaque organe subsidiaire élit son président et son ou ses vice-présidents.
6. Les articles 14 à 17 ne s'appliquent pas aux travaux des organes subsidiaires.
7. Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 5 sont applicables, si ce n'est qu'aucun accusé de réception n'est requis.

XI. Secrétariat

Article 24

Le Secrétaire exécutif de la CEE exerce les fonctions de secrétariat à toutes les sessions de la réunion des Parties et à toutes les sessions des organes subsidiaires. Il peut déléguer ses fonctions à un fonctionnaire du secrétariat.

Article 25

Pour toutes les sessions de la Réunion des Parties et pour toutes les sessions des organes subsidiaires, le secrétariat, en application de l'article 21 du Protocole:

- a) Établit, en consultation avec le Bureau, la documentation;
- b) Assure la traduction, la reproduction et la distribution des documents;
- c) Assure l'interprétation lors de la session;
- d) Assure la garde et la conservation des documents dans les archives de la CEE.

XII. Conduite des débats

Article 26

Le Président peut déclarer une session ouverte et permettre le déroulement du débat. La présence de la majorité des Parties est requise pour toute décision.

Article 27

1. Nul ne peut prendre la parole en séance sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Président. Les représentants des États, des organisations et des organismes habilités à participer aux travaux en vertu de l'article 6 ont le droit de demander à prendre la parole au titre de chaque point de l'ordre du jour et, après avoir formulé cette demande, sont inscrits sur la liste des orateurs. Sans préjudice des articles 28, 29, 30 et 32, le Président donne en général la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée, mais peut, s'il le juge bon, décider de donner la parole d'abord aux représentants des Parties puis aux observateurs. Le secrétariat est chargé d'établir la liste des orateurs. Le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les observations n'ont pas trait au sujet en discussion.

2. La Réunion peut, sur proposition du Président ou de toute Partie, limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre d'interventions que chaque représentant peut faire sur une même question. Lorsqu'il a été décidé de limiter la durée des débats et qu'un orateur dépasse le temps qui lui a été alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

3. Le Secrétaire exécutif de la CEE ou son représentant peut à toute séance faire des déclarations oralement ou par écrit concernant toute question en discussion.
4. Le Président peut demander aux représentants de deux ou de plusieurs organisations non gouvernementales ayant des objectifs et des intérêts communs dans les domaines visés par le Protocole de constituer une seule délégation aux fins de la réunion, ou d'exposer leurs vues par l'intermédiaire d'un seul représentant pour faciliter le déroulement des travaux.

Article 28

Le Président de la Réunion des Parties peut accorder un tour de priorité à un membre du bureau d'un organe subsidiaire pour lui permettre d'expliquer les conclusions auxquelles est parvenu cet organe subsidiaire.

Article 29

Au cours de la discussion d'une question, un représentant d'une Partie peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement conformément au présent règlement. Tout représentant d'une Partie peut en appeler de la décision du Président. Le Président peut ensuite, après avoir, s'il le souhaite, procédé à des consultations, considérer que l'appel doit être immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée par la majorité des Parties présentes et votantes, la décision du Président est maintenue. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

Article 30

Toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur le point de savoir si la Réunion a compétence pour examiner une question ou pour adopter une proposition ou un amendement à une proposition dont elle est saisie fait l'objet d'une décision avant que la question dont il s'agit ne soit examinée ou qu'une décision ne soit prise sur la proposition ou l'amendement en cause.

Article 31

1. Sans préjudice du paragraphe 2 du présent article, les propositions et les amendements à des propositions sont normalement présentés par écrit et remis au secrétariat, qui les communique aux Parties. En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix au cours d'une séance si le texte n'en a pas été distribué aux délégations au moins vingt-quatre heures à l'avance. Le Président peut cependant autoriser la discussion et l'examen d'amendements à des propositions ou de motions de procédure, même si ces amendements ou motions n'ont pas été distribués ou ne l'ont été que le jour même.
2. Les propositions d'amendement au Protocole, y compris à ses annexes, sont soumises au secrétariat au moins huit mois avant la session à laquelle elles sont présentées pour adoption, afin que le secrétariat puisse les communiquer aux Parties dans les langues officielles de la Réunion des Parties au moins six mois avant la session, conformément à l'article 20 du Protocole.

Article 32

1. Sous réserve de l'article 29, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées:
 - a) Suspension de la séance;
 - b) Ajournement de la séance;
 - c) Ajournement du débat sur la question en discussion;
 - d) Clôture du débat sur la question en discussion.
2. L'autorisation de prendre la parole au sujet d'une motion relevant du paragraphe 1 ci-dessus n'est accordée qu'à l'auteur de la motion ainsi qu'à un orateur favorable à celle-ci et à deux orateurs qui y sont opposés, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

Article 33

Une proposition ou une motion qui n'a pas encore été mise aux voix peut, à tout moment, être retirée par son auteur à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement.

Une proposition ou une motion qui est ainsi retirée peut être présentée à nouveau par toute autre Partie.

Article 34

Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau au cours de la même séance, sauf décision contraire de la Réunion prise à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes. L'autorisation de prendre la parole au sujet d'une motion tendant à procéder à un nouvel examen n'est accordée qu'à l'auteur de la motion et à un orateur opposé à celle-ci, après quoi elle est immédiatement mise aux voix.

XIII. Processus décisionnel

Article 35

1. La Réunion des Parties n'épargne aucun effort pour prendre ses décisions par consensus.
2. Si tous les efforts pour parvenir à un consensus sont restés vains et qu'aucun accord ne s'est dégagé, les décisions sur les questions de fond sont prises, en dernier ressort, par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes, sauf dispositions contraires du Protocole ou de l'article 47 du présent règlement.
3. Lorsque les décisions de la Réunion des Parties sur les questions de procédure ne peuvent être prises par consensus, leur adoption exige un vote à la majorité simple des Parties présentes et votantes.
4. Le cas échéant, le Président statue sur le point de savoir si la question concerne la procédure ou le fond. S'il est fait appel de la décision du Président, cet appel est immédiatement mis aux voix, et si elle n'est pas annulée par la majorité simple des Parties présentes et votantes, la décision du Président est maintenue.
5. Aux fins du présent règlement, l'expression «Parties présentes et votantes» désigne les Parties présentes qui votent pour ou contre. Les Parties qui s'abstiennent de voter sont considérées comme non votantes.

Article 36

Si une même question fait l'objet de deux ou de plusieurs propositions, la Réunion, à moins qu'elle n'en décide autrement, se prononce sur ces propositions selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées. Après chaque décision sur une proposition, la Réunion peut décider si elle se prononcera ou non sur la proposition suivante.

Article 37

1. Tout représentant peut demander qu'une décision soit prise au sujet d'une partie d'une proposition ou d'un amendement à une proposition séparément. S'il est fait objection à la demande de division, le Président autorise deux représentants à prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre, après quoi une décision est immédiatement prise sur celle-ci.
2. Si la motion visée au paragraphe 1 est adoptée, les parties de la proposition ou de l'amendement à une proposition qui ont été adoptées font l'objet d'une décision en bloc. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ou d'un amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté dans son ensemble.

Article 38

Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification par rapport à ladite proposition. La Réunion se prononce sur un amendement avant de se prononcer sur la proposition à laquelle celui-ci se rapporte et, s'il est adopté, la Réunion vote ensuite sur la proposition modifiée.

Article 39

Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Réunion se prononce d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive; elle se prononce ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une décision ait été prise au sujet de tous les amendements.

Article 40

Les votes sur une seule proposition ont lieu normalement à main levée. Toute Partie peut demander un vote par appel nominal. L'appel est fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des Parties participant à la session en commençant par la Partie dont le nom est tiré au sort par le Président.

Article 41

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque Partie participant au scrutin est consigné dans le rapport de la réunion.

Article 42

Lorsque le Président a annoncé que le vote commence, aucun représentant ne peut interrompre le vote, sauf pour présenter une motion d'ordre ayant trait à la manière dont celui-ci s'effectue. Le Président peut permettre aux Parties de donner des explications sur leur vote, soit avant, soit après le vote, et peut limiter la durée de ces explications.

Article 43

En l'absence de consensus, les élections visées aux articles 18, 22 et 23 ont lieu au scrutin secret.

XIV. Langues officielles

Article 44

Les langues officielles de la Réunion des Parties sont l'anglais, le français et le russe et, si d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies et des organisations d'intégration économique régionale n'appartenant pas à la sous-région de la CEE adhèrent au Protocole, toute autre langue officielle de l'ONU que la Réunion des Parties décide de retenir.

Article 45

1. Les interventions faites dans l'une des langues officielles de la Réunion sont interprétées dans les autres langues officielles.

2. Un représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles de la Réunion s'il assure l'interprétation dans l'une des langues officielles.

Article 46

Les documents officiels des sessions sont établis dans l'une des langues officielles et traduits dans les autres langues officielles.

XV. Amendements au règlement intérieur

Article 47

La Réunion des Parties adopte les amendements au présent règlement intérieur par consensus.

XVI. Primauté du Protocole

Article 48

En cas de conflit entre une disposition du présent règlement et une disposition du Protocole, c'est la disposition du Protocole qui prévaut.

XVII. Synergies

Article 49

1. Afin de renforcer les synergies, la coordination et la coopération entre les Réunions des Parties à la Convention et au Protocole et leurs bureaux respectifs, la Réunion des Parties au Protocole peut demander au Bureau de se mettre en relation en tant que de besoin avec le Bureau de la Convention et de lui faire rapport à ce sujet, en lui soumettant, éventuellement, des recommandations.
2. La Réunion des Parties au Protocole peut demander au Bureau et au secrétariat de communiquer, s'il y a lieu, avec les organes institués en vertu d'autres accords multilatéraux et processus internationaux relatifs à l'environnement pertinents.
